



Déclaration des Présidents des Régions méditerranéennes sur la situation politique en Méditerranée et sur le rôle de l'Europe

Les Présidents des Régions méditerranéennes membres de la Commission inter-méditerranéenne de la CRPM (Conférence des Régions périphériques maritimes):

- soulignent le caractère historique des évolutions politiques en cours au sud et à l'est de la Méditerranée et assurent de leur solidarité les populations actrices de ces évolutions qui manifestent sans violence pour des conditions de vie dignes et aspirent aux libertés fondamentales;
- appellent, au regard des proximités géographique, économique et culturelle et de la communauté de destin que ces pays entretiennent avec l'Europe, le Conseil et la Commission européenne à adresser un message fort en faveur de la démocratisation souhaitée massivement par les peuples;
- rappellent toute l'importance stratégique du rapprochement entre l'Europe et la Méditerranée dans un contexte globalisé, constat qui a constitué le fondement du partenariat euro-méditerranéen et de la politique de «voisinage»;
- renouvellent leur demande de mise en place d'une politique de convergence en Méditerranée, dans l'esprit de celle qui a accompagné les élargissements successifs de l'Union européenne, afin de participer à la réduction des écarts de développement et de favoriser la cohésion sociale et territoriale, concourant ainsi à la paix, au progrès et à la démocratie autour de la Méditerranée. Cette politique structurelle de convergence doit constituer la nouvelle étape de la politique de voisinage 2007-2013 dont l'avenir est aujourd'hui mis en débat par la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Catherine Ashton, et par le Commissaire en charge de l'élargissement, M. Stephan Fühle;
- souhaitent que l'Europe s'engage avec les pays partenaires de la Méditerranée dans une véritable stratégie pour la Méditerranée et adoptent un plan d'actions pour la Méditerranée;
- affirment que la diversité des situations politiques en Méditerranée ne doit pas constituer un frein et encore moins un prétexte à la mise en œuvre du partenariat euro-méditerranéen qui garde toute sa pertinence, mais dont les modalités doivent être réévaluées à la lumière des événements en cours;
- appellent les plus hautes instances européennes, Conseil, Parlement et Commission, en allant au-delà de la déclaration du Conseil européen du 4 février 2011, à proposer un véritable partenariat en rupture profonde avec le passé quant à son ambition, son intensité, ses contenus;
- confirment leur volonté d'être associées à cette ambition, notamment pour la territorialisation des politiques de développement et la mise en œuvre d'une meilleure gouvernance associant les populations. Elles invitent les États-membres et la Commission à prendre en compte la faisabilité et l'opportunité d'une stratégie macrorégionale en Méditerranée avec les États et les Régions qui, au nord comme au sud et à l'est de la Méditerranée, seraient prêts à y adhérer. Une telle initiative doit pouvoir se mettre en œuvre sur la base d'une adhésion volontaire et sans fixer comme préalable un consensus global méditerranéen qui pourrait s'avérer bloquant. Les Régions méditerranéennes sont prêtes à fournir leur aide pour mettre en place l'ingénierie nécessaire à sa mise en œuvre, comme elles s'y étaient engagées lors du séminaire qu'elles ont tenu le 1^{er} juillet 2010 à Bruxelles;
- invitent les membres de la CRPM, les membres du Comité des Régions et de l'Assemblée régionale et locale euro-méditerranéennes (ARLEM), à relayer ce message auprès des États membres et des institutions communautaires dans les meilleurs délais afin de contribuer à l'opportunité historique d'accompagner ce mouvement profond.